



le nouveau centre



30 PROPOSITIONS POUR UNE EUROPE QUI PROTÈGE ET QUI AGIT LE PROJET DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Chers Amis,

Le 7 juin 2009 les électeurs ont choisi de voter majoritairement pour les listes de la Majorité présidentielle, élisant ainsi 29 de nos candidats.

Ce résultat nous engage. La crise financière, économique et écologique sans précédent que nous traversons revêt en effet une importance décisive. Alors que tout change, l'Europe doit changer aussi. Plus que jamais nous avons besoin d'une Europe qui protège et qui agit. Ensemble nous avons décidé de construire une autre Europe, une Europe qui n'a pas honte de défendre ses valeurs, qui ose défendre ses intérêts.

Entre juillet et décembre 2008, la France a présidé l'Union Européenne. Elle a fait bouger les lignes. Des crises graves ont mis à l'épreuve la volonté, la réactivité et la crédibilité de l'Union Européenne. **Mais ensemble, les Européens ont été acteurs et non spectateurs. Présidant l'Union européenne, Nicolas Sarkozy a montré que c'est possible. Que l'Europe sait agir et protéger quand elle est dirigée. Sous son impulsion, les Européens n'ont pas demandé la permission pour exister, pour agir. L'Europe a été moins distante, moins technocratique.**

Depuis le début de l'année 2009, la France reste en initiative. Sur l'économie, contre la crise, notre pays travaille à une relance coordonnée. Pour la Paix au Proche Orient, et pour la défense européenne, notre voix n'a pas cessé de se faire entendre. Sur des dossiers concrets, les OGM, la TVA dans la restauration, la France a obtenu des résultats.

La France en Europe, ce n'est pas seulement six mois de Présidence de l'Union européenne, c'est une volonté et une action durable. Remettre de la volonté, l'envie d'agir, redonner un sens à la construction européenne. C'est notre vision de l'Europe. C'est la vision que portent les 29 élus de la Majorité présidentielle, avec Nicolas Sarkozy. Le 7 juin 2009 vous avez fait le choix de redevenir

les acteurs de notre propre destin. Les femmes et les hommes de l'UMP, du Nouveau Centre et de la Gauche Moderne, que vous avez élus au Parlement européen ont besoin de votre confiance et de votre soutien. **Notre mission est simple : porter nos valeurs, proposer des actions communes, relayer les préoccupations et les projets des territoires et des régions. Prolonger, partout où nous siégeons, la méthode et l'ambition de l'action de Nicolas Sarkozy.**

L'influence de notre pays ne se décrète pas mais elle se construit avec les autres sans évacuer aucun débat, même les plus difficiles, même lorsque la France avance seule ses idées. Nous nous sommes engagés à travailler tous ensemble, avec les Etats membres, les partis politiques européens et au sein du PPE, en débat avec la société civile, les organisations syndicales et professionnelles.

Nous nous sommes engagés à travailler tous ensemble, avec les autres et avec le Parlement français. Nous nous sommes organisés, nous sommes présents dans les commissions parlementaires, nous y avons pris des responsabilités : je pense notamment à Joseph Daul, président de notre Groupe PPE, à Alain Lamassoure, Président de la commission des Budgets, et à Arnaud Danjean, Président de la Sous-commission "Sécurité et Défense". Je n'oublie pas également nos Vice-présidents, coordinateurs ou encore Jean-Paul Gauzès qui a en charge un rapport particulièrement important sur les fonds spéculatifs.

Vous nous avez fait confiance et nous souhaitons vous rendre des comptes. Vous retrouverez donc ci-dessous le projet sur lequel nous nous sommes engagés, nos 30 propositions. Et nous vous proposerons dans les semaines à venir un suivi très précis de la réalisation de ce projet.

En vous remerciant de nouveau pour votre confiance,

Bien amicalement
Michel Barnier

NOTRE EUROPE DE L'ACTION :

FACE À LA CRISE,

BÂTIR UNE EUROPE QUI PROTÈGE

30 propositions pour une Europe qui agit et qui protège

Pour cette Europe nouvelle, les députés français du Groupe du Parti Populaire Européen au Parlement européen se sont fixés 30 propositions d'actions concrètes aux côtés du Président de la République et avec nos partenaires pour les cinq ans à venir.

01 COORDONNER LES PLANS DE RELANCE

Nous proposons d'agir pour l'emploi parce que c'est le premier vecteur d'intégration et de réussite sociale. Pour soutenir l'emploi et pour retrouver la croissance, il faut investir.

- **Réagir ensemble** pour innover et investir massivement dans les secteurs industriels en difficulté —mais aussi dans les industries d'avenir— en faisant intervenir l'ensemble des acteurs concernés : Banque Européenne d'Investissement, Commission européenne, gouvernements, régions, secteur privé, etc.
- **Soutenir les partenariats publics privés** dans un contexte difficile pour les finances publiques.

02 MORALISER LE CAPITALISME FINANCIER

Nous proposons une Europe capable d'affirmer ses valeurs et de défendre ses intérêts lors des discussions au sein du G20 et des autres enceintes internationales. Le rôle de l'Europe comme inspirateur des régulations mondiales s'est imposé dans des secteurs tels que la sécurité aérienne ou l'environnement. L'Europe doit être porteuse d'ambition et être à la pointe du combat en faveur d'un développement global durable et des échanges équitables prenant en compte les considérations sociales et environnementales. La crise financière et économique mondiale appelle la mobilisation continue de l'Union européenne pour la refonte d'un système dépassé et qui n'est pas adapté aux enjeux du XXI^e siècle.

- **Rester en initiative dans les discussions du G20** pour bâtir l'édifice de nouvelles relations internationales selon le principe de responsabilité. Responsabilité des acteurs qui doivent désormais tous être soumis à la régulation, responsabilité des gouvernements qui doivent travailler à un système de supervision commun, et responsabilité des institutions comme le FMI qui doivent anticiper les crises.
Plus aucune zone de la finance : fonds spéculatifs, paradis fiscaux, rémunération des opérateurs financiers... ne doit échapper à la régulation. Le partage de la valeur doit être porté dans un vrai débat au sein du G20.
- **Instaurer un dialogue entre les grandes zones monétaires mondiales** (Dollar, Euro, Yuan, Yen...) sur les taux afin d'assurer l'équilibre des échanges et la stabilité économique mondiale.
- **Renforcer la coordination entre les différentes autorités nationales de contrôle des**

établissements financiers sous l'égide d'un nouvel organisme européen au sein de notre immense marché unique et qui disposerait d'un pouvoir de sanction¹.

¹ Cf le rapport de Jacques de Larosière.

03 REDYNAMISER LES BASSINS INDUSTRIELS

Nous proposons d'agir contre les délocalisations, en particulier dans les bassins industriels européens. Nous réaffirmons l'importance pour conserver un savoir-faire européen de soutenir un outil industriel fort, des entreprises de production et des ouvriers.

- **Assouplir et renforcer les critères d'aides du Fond d'ajustement à la mondialisation**, pour accompagner les entreprises touchées par la crise, en finançant par exemple le maintien des salariés dans l'entreprise.
- **Développer un programme spécial «Interreg Industrie»** lorsqu'une même entreprise européenne rencontre des difficultés dans plusieurs régions différentes.
- **Relocaliser les activités en aidant la reconversion des bassins industriels les plus touchés**, notamment en rapprochant et soutenant la formation en faveur des nouveaux métiers de «l'écocroissance».

04 DEVELOPPER DE NOUVELLES SOLIDARITES ET PROTEGER LES SALAIRES

Avec la création de 18 millions d'emplois en 10 ans sur tout le territoire européen, la réunification de l'Europe a été un devoir moral mais aussi une chance sans précédent.

L'ouverture et la solidarité doivent continuer de s'exprimer avec les Etats membres ayant adhéré en 2004 et 2007.

Mais pour autant il n'est pas question d'ériger des conditions déséquilibrées de concurrence au sein du marché unique.

C'est un enjeu majeur pour l'équité des échanges entre Européens, pour la protection des travailleurs et des salariés, pour de vrais progrès dans nos sociétés, mais aussi pour diffuser nos valeurs sociales dans le monde. Nous affirmons aussi que l'«Europe sociale» n'a pas vocation à gérer nos prestations, qu'elles soient sociales et familiales. Chacun reconnaît que le système français joue un rôle d'amortisseur social face à la crise.

Nous n'accepterons pas une Europe au rabais, ni le dumping social. Nous entendons défendre nos spécificités sociales sans pour autant rester fermés à celles de nos partenaires dès lors qu'elles peuvent améliorer nos dispositifs nationaux. C'est de cette Europe dont nous avons besoin, non seulement parce qu'elle rejoint nos propres priorités, mais aussi parce que nous les partagerons avec nos partenaires. L'Europe a permis d'aboutir à des accords consensuels pour le travail intérimaire, le congé parental, le travail à durée

déterminée, mais nombreux sont encore les sujets à faire avancer pour un dialogue social à la hauteur des défis du continent.

- **Comblent le fossé** qui existe entre les Etats **en matière de normes sociales communes** pour ériger un marché du travail plus cohérent.

- **Garantir la reconnaissance et la sauvegarde de nos modèles sociaux nationaux.**

- **Construire un dialogue social européen** en impliquant les partenaires sociaux pour améliorer les conditions de travail, notamment par la mise en place du comité d'entreprise européen.

05 PRÉSERVER DES SERVICES PUBLICS EFFICACES

Nous proposons d'agir pour préserver les missions de services d'intérêt général au réel bénéfice des citoyens.

- **Défendre et clarifier le champ des services publics** auxquels nous tenons, en particulier les services sociaux, afin d'éviter l'application des règles aveugles de concurrence.

06 UNE EUROPE SANS IMPUNITÉ

Avec le renforcement de la coopération judiciaire et policière, l'Europe travaille pour notre sécurité et celle de nos enfants.

- Instaurer des instruments de coopération policière qui pourront être déclenchés simultanément par deux pays européens voisins comme **des plans Alerte enlèvement nationaux** ou le **réseau Euronet de lutte contre la cybercriminalité** face à une criminalité qui ne connaît plus de frontières.

- **Reconnaître et exécuter rapidement et facilement les décisions de justice** d'un pays à l'autre, pour plus de sécurité juridique.

- **Renforcer nos frontières**, préalable nécessaire à la lutte contre les différentes formes de crime organisé.

07 PROTÉGER LES CITOYENS LES PLUS FRAGILES

Pour une Europe qui garantisse à tous les citoyens les mêmes droits et mêmes protections d'un pays à l'autre.

- Adopter le traité de Lisbonne pour **rendre juridiquement contraignante la Charte des droits fondamentaux.**

- Proposer la création d'une nouvelle commission permanente au sein du Parlement européen en charge de la **lutte contre la pauvreté et l'exclusion.**

- **Lutter contre toutes les formes de discrimination.**

- **Instaurer une carte d'invalidité réellement européenne** qui reconnaisse le handicap de la même manière dans tous les pays.

- **Intégrer l'accessibilité des infrastructures dans les plans de relance.**

- **Développer des structures d'accueil pour les tout petits comme pour les personnes du 4e âge** via le fond de développement FEDER et en développant les partenariats publics-privés (PPP)

- **Eriger un espace européen de l'adoption:**

- en définissant très clairement l'obligation de déclaration de l'enfant à l'état civil dès sa naissance,
- en favorisant l'adoption vers un autre pays européen en l'absence de solution nationale,
- en réduisant les délais d'instruction des dossiers d'adoption entre les États européens et
- en facilitant le suivi et la transmission d'informations du pays d'accueil vers le pays d'origine de l'enfant après l'adoption.

08 PROTÉGER LES CITOYENS SUR INTERNET ET LES CONSOMMATEURS

Nous proposons d'agir pour une Europe qui garantisse une protection numérique et une information fiable pour les citoyens européens.

L'ouverture des frontières aux produits et aux services ainsi que les nouvelles possibilités d'échanges offerts par internet ne doivent pas devenir des prétextes à toutes les impunités. Au contraire, dans notre économie mondialisée, nous devons mettre notre immense marché au service des citoyens et des droits des consommateurs.

- **Harmoniser par une directive les conditions d'étiquetage, les délais de rétractation, les conditions de livraison, les informations légales** pour assurer lisibilité et confiance aux 490 millions de consommateurs européens.

Nous soutenons qu'une concurrence loyale doit contribuer à faire baisser les prix au bénéfice du consommateur, mais que chacun doit être en mesure de se prévaloir des mêmes droits sur tout le territoire de l'Union. Sur le prix des SMS, l'Europe montre qu'elle est précisément l'échelle critique pour une action forte et résolue.

- **Offrir un cadre de protection des données personnelles sur internet** pour tous les citoyens.

09 DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS COMMERCIAUX

Si l'Union européenne veut porter un message clair contre le protectionnisme, elle doit aussi veiller à ce que le commerce international soit loyal et que les bénéfices soient réciproques, y compris sur nos propres valeurs des droits de l'Homme et de l'environnement, qu'il protège la propriété intellectuelle, l'innovation européenne et bénéficie à ses citoyens.

■ **Intégrer dans les discussions sur le commerce international** de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) des exigences en matière de **droits du travail, de préservation de la souveraineté alimentaire des Etats et de la sauvegarde de l'environnement**².

■ **Lutter ensemble contre la contrefaçon.**

² Nous recommandons en particulier que les principales organisations internationales de l'ONU comme l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) établissent annuellement des évaluations et des recommandations auprès de l'OMC sur les conséquences du commerce international et de l'ouverture des marchés sur les conditions de travail, sur l'alimentation et sur l'environnement dans les pays concernés.

10 FAIRE PREUVE DE FERMETÉ SUR L'IMMIGRATION ET L'ASILE

Nous réaffirmons que seule une immigration légale peut permettre une intégration réussie. Nous proposons d'agir pour une politique d'immigration et d'asile ferme mais fidèle aux droits de l'Homme et respectueuse de la souveraineté des Etats, telle que portée par le pacte européen sur l'immigration et l'asile, adopté à l'unanimité sous Présidence française.

■ **Suivre la mise en œuvre de ce Pacte**, notamment à travers l'agence FRONTEX, pour :

- mieux organiser l'immigration légale,
- lutter contre l'immigration clandestine,
- renforcer l'efficacité des contrôles aux frontières extérieures,
- bâtir une Europe de l'asile et renforcer les synergies entre migration et développement.

11 UN ACTEUR DIPLOMATIQUE GLOBAL

Ne nous leurrions pas ! Notre outil diplomatique et opérationnel européen n'a pas une ambition suffisante : qui se soucie des déclarations de l'UE, souvent marquée au sceau du plus petit dénominateur commun ? Nous devons afficher un même visage et parler d'une seule voix forte pour être entendus et respectés face aux autres grandes puissances. Comme soutien à notre action diplomatique, nous devons développer nos capacités de mobilisation civiles et militaires pour faire face aux crises et assurer la paix et la stabilité.

■ **Donner au prochain Haut Représentant pour l'Union européenne la capacité de mener une action diplomatique efficace** par la mise en œuvre rapide du Traité de Lisbonne.

■ Développer sur une base volontaire **la coopération consulaire** et dans ce cadre assurer une meilleure assistance et une **meilleure sécurité à nos compatriotes vivant en dehors de l'Union.**

■ Avec nos voisins, la Turquie ou la Russie, **construire ensemble un espace économique et humain commun** dans un véritable partenariat pour partager la même sécurité, la même prospérité.

■ **Mutualiser une partie de nos forces militaires de manière « autonome et complémentaire » de l'Otan** pour développer des capacités d'intervention et de renseignement à la hauteur des nouvelles formes de vulnérabilité (terrorisme, prolifération des armes, sécurité énergétique, narcotrafics...) selon les conclusions adoptées sous Présidence française.

■ **Renforcer nos capacités industrielles militaires**, pour rendre notre armement plus moderne et interopérable, notamment en proposant à ceux de nos partenaires qui y sont prêts d'étendre la programmation des équipements militaires.

■ **Se doter de capacités pour lancer rapidement des opérations** là où nos intérêts sont menacés, comme nous l'avons montré au large des côtes somaliennes avec l'opération Atalante contre la piraterie.

12 L'UNION POUR LA MEDITERRANEE

Parce que nous savons qu'une partie majeure de l'avenir de l'Europe se joue au Sud, sur les rives de la Méditerranée. Nos relations avec ces pays doivent être fondées sur un dialogue politique partenarial et exigeant ainsi que sur la construction de solidarités économiques de fait. Commerce, migrations, sécurité, changement climatique, sécurité alimentaire sont autant **d'enjeux partagés pour un destin commun de part et d'autre de la Méditerranée.**

■ **Investir ensemble dans des projets** en matière de développement rural, d'accès à l'eau, de sécurité sanitaire, de dépollution, d'autoroutes maritimes, d'énergies renouvelables, d'infrastructures, de recherche.

■ Faire bénéficier les pays de l'Est de l'Europe de l'expérience des projets mis en place dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée en favorisant les transferts d'expérience dans le cadre du **Partenariat oriental** mis en route le 7 mai.

13 ACHETER ENSEMBLE NOTRE ENERGIE

Nous proposons d'agir pour une initiative européenne de la sécurité énergétique. C'est seulement à 27 que nous aurons la force et les moyens nécessaires pour assurer la sécurité de notre approvisionnement. Volatilité des prix, réchauffement climatique, instabilité des régions productrices et menaces sur l'approvisionnement ; tout démontre la nécessité pour l'Union européenne de renforcer son indépendance énergétique, diversifier ses sources d'approvisionnement, développer les énergies renouvelables.

■ **Développer les énergies renouvelables** à travers une politique commune européenne.

■ **Créer une centrale européenne d'achat du gaz** pour parler d'une seule voix et être plus fort dans nos discussions avec nos fournisseurs, notamment en mettant en place des partenariats énergétiques transparents, stables et réciproques avec des règles claires pour les opérateurs industriels et les consommateurs.

■ **Poursuivre l'intégration du marché intérieur de l'énergie** en développant les interconnexions entre les pays pour le transport de l'électricité.

14 FAIRE FACE AUX CATASTROPHES

Tous les Européens sont concernés par les risques naturels ou technologiques (tsunamis, marées noires, inondations, incendies, pandémies, tempêtes...).

■ **Mettre en place une force de protection civile** en mutualisant des équipes nationales, capable de faire face aux grandes catastrophes sur le territoire européen, et d'apporter un secours organisé à d'autres pays dans le monde, à la demande des Nations Unies.

■ **Créer à l'échelle européenne un fonds de solidarité** pour venir en aide aux citoyens européens résidant ou voyageant hors des frontières de l'Union et victimes de catastrophes naturelles ou de crises géopolitiques.



NOTRE EUROPE DE L'ACTION :

POUR L'APRÈS-CRISE,

CONSTRUIRE UNE EUROPE MODÈLE,

UNE EUROPE EXEMPLAIRE

15 FAIRE MIEUX FONCTIONNER LA COORDINATION ECONOMIQUE EUROPEENNE

La stabilité économique du continent ne peut plus se résumer à des objectifs de maîtrise de l'inflation et au respect des critères du Pacte de stabilité sans politique économique concertée au service de la croissance et de l'emploi. Le Président Sarkozy est parvenu, pendant la Présidence française de l'Union européenne, à mobiliser les chefs d'Etat autour d'objectifs partagés, sur le plan intérieur européen comme pour préparer le sommet international G20 sur la relance et la régulation financière mondiale.

■ Fixer notre « agenda économique ».

Il s'agit maintenant d'en faire la base d'un agenda économique européen : renforcer le rôle protecteur de l'euro, améliorer le dialogue avec la Banque Centrale Européenne, s'armer contre les délocalisations et maintenir la solidarité et la solidité économique des Etats entre eux.

■ Aller plus loin dans **la coordination des politiques budgétaires et fiscales** des Etats au sein de la zone euro, comme vient de l'illustrer l'accord sur la TVA en mars 2009.

16 INVESTIR POUR L'APRES-CRISE

L'Europe, pour préparer l'avenir, a besoin d'investir. Les emprunts et dépenses que nous ferons aujourd'hui, pour construire notre nouvelle croissance, se rembourseront demain, avec les fruits du travail, de la production, de la poursuite des réformes des Etats et de cette nouvelle éco-croissance.

Nous souhaitons la mise en place de moyens budgétaires cohérents avec les ambitions politiques de l'Europe. L'échéance de 2013 doit être l'occasion d'une réforme ambitieuse du budget européen. A l'occasion du débat sur les perspectives financières 2013-2020, l'Union devra se doter d'un **budget au service de l'investissement**.

■ Affirmer clairement notre **opposition à tout prélèvement supplémentaire** et notre attachement à la **souveraineté fiscale des Etats**.

■ **Mutualiser certaines ressources nationales** dès lors que les politiques ainsi financées bénéficient efficacement à tous, comme cela a été fait pour l'agriculture et comme nous devons clairement l'envisager pour la recherche.

■ Affecter une large partie des recettes de **la vente des droits d'émission de gaz à effet de serre** aux nouvelles politiques orientées vers l'éco-croissance.

■ Se doter de capacités de financement innovantes comme **l'emprunt communautaire**. L'Europe doit notamment pouvoir garantir des emprunts communs de plusieurs pays qui souhaiteraient bâtir ensemble des projets forts.

■ **Mettre en œuvre une taxe « carbone » sur**

les produits importés en Europe et qui ne respectent pas les normes environnementales des producteurs européens.

■ **Créer une Caisse des dépôts européenne** pour orienter l'épargne des citoyens européens, à l'échelle du continent, vers des investissements de long terme au service de l'intérêt général. Comme les Etats fondateurs ont décidé de partager leurs ressources stratégiques (charbon et acier) à la sortie de la seconde guerre mondiale, cette entité reposerait d'abord sur la définition d'une épargne réglementée définie au niveau européen et sur la mise en réseau de structures existantes partageant déjà une mission d'intérêt général et de financement à long terme de l'économie³.

³ Caisse des Dépôts et Consignations; KfW Banken Gruppe; Casa Depositi e Prestiti, Banque Européenne d'Investissement...

17 DESSINER NOTRE "MONDE D'APRES"

Notre objectif est clair : devenir l'économie la plus sobre en carbone et en énergie au monde. C'est avec cette volonté politique et grâce à nos investissements d'aujourd'hui que nous pourrions efficacement réorienter demain notre modèle économique vers une nouvelle croissance verte fondée sur l'innovation et développer des technologies, sources de compétitivité, de croissance et d'emplois pour notre continent.

■ **Proposer un « Stockholm de l'environnement »**, grand débat européen de l'ensemble des acteurs sur la question du développement durable et de l'éco-croissance, sur le modèle du Grenelle en France. Celui-ci pourrait s'engager dès cette année sous Présidence suédoise à Stockholm pour établir l'ensemble des mesures qui convertiront l'Europe au développement durable.

■ **Définir les secteurs stratégiques où l'Europe devra concentrer ses investissements** et qui bâtiront cette « éco-croissance » comme l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau, la forêt et le bois, les transports, les déchets, le bâtiment, le développement durable, l'alimentation et les services à la personne.

18 VALORISER L'OUTRE-MER

Nos régions ultra-périphériques et notamment nos Départements et Territoires d'outre-mer sont les points d'appui et de rayonnement de l'Europe sur les 5 continents, mais détiennent par ailleurs, par leur biodiversité terrestre et marine, les moteurs de la croissance durable. Nous proposons d'agir pour qu'ils deviennent un exemple et une réussite pour l'Europe dans le respect de leur identité.

■ **Préserver la prise en compte des spécificités de l'Outre-mer** dans toutes les politiques européennes.

■ **Identifier et valoriser les apports de l'Outre-mer** à la construction du nouveau modèle d'éco-croissance :

biodiversité, santé et pharmacie, photovoltaïque...

■ **Défendre les intérêts commerciaux des productions Outre-mer dans les négociations commerciales**, par une préférence communautaire assumée.

19 INNOVER ENSEMBLE

Nous proposons d'agir massivement, ensemble, pour l'innovation et la recherche.

Est-il besoin de multiplier 27 programmes de recherche sur le cancer ou l'obésité alors que nous sommes tous concernés ?

Sur le long terme, l'innovation et l'économie de la connaissance sont les premiers moteurs du changement et du renouveau industriel, social et environnemental. Demain, la voiture électrique et les énergies renouvelables feront partie de notre quotidien. Ne laissons pas le leadership aux Etats-Unis ou aux autres grandes puissances dans ces secteurs où nous avons des champions industriels européens.

■ **Définir des critères obligatoires pour les dépenses publiques et privées** en matière d'innovation et de recherche, des critères aussi ambitieux que pour les finances publiques, plus contraignants qu'une simple « feuille de route ». Pour cela, il faudra travailler à une **mutualisation croissante des budgets nationaux**, mais aussi **aux partenariats publics-privés ainsi qu'à une extension du crédit impôt-recherche** mis en place en France par Nicolas Sarkozy et qui bénéficie à de nombreuses entreprises innovantes.

■ Réorienter massivement ces crédits vers les secteurs d'avenir : **nanotechnologies, santé, biodiversité, énergies renouvelables, matériaux, transports ou les technologies de l'information et de la communication**.

■ Bâtir un véritable «Espace européen de la recherche» qui favorisera les **échanges entre sites et entre chercheurs** et protéger les innovations par la **mise en place du brevet communautaire**.

20 UNE EUROPE DE L'INDUSTRIE ET DES PROJETS

Nous rappelons notre attachement à des règles équitables de concurrence entre les Etats et nous voulons combattre le dumping social, monétaire ou fiscal qui crée des concurrences déloyales au sein de notre marché européen. Nous voulons bâtir avec nos partenaires de véritables politiques industrielles, coordonnées et orientées vers la durabilité, qui encouragent l'innovation, l'entrepreneuriat et les PME dans toutes les régions de l'Union.

Nous avons la conviction qu'une industrie véritablement européenne pourra émerger de la crise en mutualisant les coûts d'innovation ou de développement.

Comme les Etats-Unis utilisent leurs commandes publiques militaires pour financer les recherches

technologiques qui créent les emplois de demain, nous devons oser unir nos forces pour faire émerger et mener à bien les grands projets technologiques européens. Sans l'Europe ces projets n'existeront pas ; ces projets, ce sont des emplois et une longueur d'avance pour les fleurons européens (Airbus, Finmeccanica, Siemens, EADS, Ariane) et notamment français (Alstom, Thalès...). Nous n'avons pas à nous excuser d'un certain **patriotisme industriel européen !**

■ **Construire un marché intérieur** qui mutualise et stimule l'emploi industriel par des politiques. Les seules règles d'une concurrence « libre et non faussée » ne sont qu'un moyen au service du marché intérieur et non pas un objectif de l'Union.

Nous pensons à ce titre qu'il faudrait consolider l'Acte Unique pour tenir compte du nouveau contexte de concurrence mondiale et de l'impératif de conserver en Europe un outil industriel performant.

Pour réussir, les **forces syndicales et professionnelles** doivent être associées en amont à ce chantier.

■ **Lancer des grands chantiers industriels continentaux** pour une Europe des projets et de l'industrie (à l'image de Galileo, le GPS européen) recentrés sur l'économie réelle, au service des politiques européennes et du citoyen. Aux projets en cours⁴, il faut en ajouter d'autres :

- **la surveillance maritime systématique**, chaînons manquant de la sécurité de nos côtes,
- le réseau européen de bornes de rechargement de la voiture électrique,
- le ticket de métro européen interopérable d'une ville à l'autre, d'un mode de transport à l'autre,
- la carte de crédit européenne,
- la poursuite du développement des réseaux de transports européens (RTE).

⁴ Exemples : GMES qui observe la terre, SESAR qui rendra l'espace aérien plus sûr et plus fluide, ERTMS qui permet aux trains de ne plus s'arrêter aux frontières.

21 PLACER LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE AU COEUR DE LA RELANCE EUROPEENNE

Pour les 2,6 millions de PME françaises qui assurent 80% de nos emplois, l'Europe est une dynamique d'accès à 27 marchés harmonisés en un seul grand marché intérieur. La régulation européenne doit continuer à rendre les marchés plus sûrs et plus abordables pour les PME au sein de l'Union et sur les marchés tiers, faciliter leur participation à l'innovation et améliorer leur accès au crédit. Nous devons bâtir une Europe valorisant l'effort des femmes et des hommes qui créent et développent les 23 millions de petites et moyennes entreprises européennes qui sont le relais essentiel d'une croissance humaine, responsable et durable.

■ Valoriser le rôle de l'entrepreneur de PME en lui **assurant un statut adapté à sa prise de risque**.

■ Stimuler un accès réellement efficace aux opportunités de croissance créées par l'Europe en **réduisant par**

l'aménagement d'outils sociaux et fiscaux les coûts liés au développement de marchés extérieurs.

■ Développer une véritable « **politique européenne de sécurité financière des pme** » en mettant en œuvre des outils européens de garantie des financements et des crédits bancaires aux PME.

22 CONTINUER LE COMBAT POUR L'ENVIRONNEMENT

Au-delà d'une économie plus verte, nous souhaitons que l'Europe agisse directement au cœur des enjeux environnementaux et du climat. A l'exemple du texte «ERIKA 3» sur les marées noires, beaucoup de ces questions font déjà preuve d'engagements poussés de la part des institutions européennes ; programmes de préservation, financements, réglementations...

Pour autant, nous ne pouvons nous résoudre à l'autosatisfaction pour l'avenir de notre planète. L'Europe a, seule, su prendre des engagements forts pour infléchir ses émissions de gaz à effet de serre avec le «paquet énergie-climat»⁵ et rester en tête du combat contre le changement climatique.

■ **Assurer le suivi des objectifs fixés et l'application des textes adoptés sous présidence française** sur tous les sujets : eau, biodiversité, transport, produits chimiques, déchets...

■ Développer les initiatives durables comme **les énergies renouvelables marines, le ferroutage et le transport maritime et fluvial, la mise en place des trames vertes et bleues** par les Etats sur l'ensemble du territoire européen.

■ Assumer le leadership dans la lutte contre la déforestation au niveau international, notamment par le recours au marché du carbone et en soutenant la mise en place d'un mécanisme de financement international de gestion durable pour préserver les stocks forestiers.

■ **Associer nos partenaires à la lutte contre le changement climatique**, notamment les Etats-Unis qui ont affiché des ambitions importantes, à des résultats décisifs lors du prochain sommet mondial sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009.

⁵ Le «paquet énergieclimat » a été adopté au Conseil européen de décembre 2008 sous Présidence française sous l'impulsion de Jean-Louis Borloo.

23 CONSTRUIRE NOTRE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE PAR UNE AGRICULTURE DURABLE ET UNE ALIMENTATION SÛRE

En matière d'agriculture et d'alimentation, la Politique Agricole Commune, la PAC, doit continuer à soutenir le modèle agricole européen, fondé sur des produits sûrs et traçables, de qualité, qui contribuent à l'équilibre nutritionnel des Européens, qui soutiennent

le dynamisme de nos territoires ruraux et respectent l'environnement.

■ Maintenir une Politique Agricole Commune forte et adaptée aux enjeux d'aujourd'hui : **sécurité sanitaire, contribution aux besoins alimentaires mondiaux, environnement et dynamismes des territoires après 2013**, tels que définis dans le mémorandum adopté à la grande majorité sous Présidence française.

■ **Exiger la réciprocité et promouvoir ces exigences de qualité et de durabilité auprès de nos partenaires commerciaux** vis-à-vis des produits alimentaires qui rentrent dans l'Union. Il s'agira de mettre en œuvre les conclusions du mémorandum sanitaire adopté sous Présidence française. Des programmes de coopération devront notamment viser à promouvoir nos indications géographiques qui valorisent l'origine et la qualité et notre système sanitaire fondé sur des contrôles à toutes les étapes de production.

■ Promouvoir une pêche européenne durable, en renforçant **la concertation et la lisibilité sur la mise en place des quotas**, instaurant un véritable dialogue entre scientifiques et pêcheurs et mettant en œuvre les conclusions adoptées à l'unanimité sous Présidence française pour une aquaculture européenne.

■ **Développer à l'échelle européenne une politique qui protège et valorise nos forêts** et encourage l'utilisation du bois matériau dans les constructions.

24 S'ENGAGER AVEC LES PAYS DU SUD

Premier bailleur de fonds au monde, nous devons mener des projets sous bannière UE, perceptibles par les citoyens européens autant que par les pays partenaires.

■ **Replacer l'agriculture en tête de l'agenda de coopération et favoriser la souveraineté alimentaire des pays les plus pauvres.** Nous proposons d'améliorer notre politique développement en soutenant de véritables projets régionaux agricoles intégrés en Afrique, afin de reconstruire les économies agricoles ainsi que la sécurité alimentaire et sanitaire du continent.

25 RELEVER LE DEFIL DE LA SANTE

Les problématiques de santé ne sont pas seulement hexagonales et nos systèmes de santé nationaux sont loin d'être identiques. Pourtant, ils doivent faire face à des défis communs et nos destins unis au sein d'une même communauté politique impliquent de mieux nous coordonner.

Ce sont pour tous les pays membres de l'Union des défis communs qui restent à relever : celui du vieillissement de la population : en 2050, près d'un tiers de la population de l'Union aura plus de 65 ans ; celui de l'accès à une offre de soins de qualité, du financement de la recherche médicale, du financement des traitements innovants.

■ **Mettre en place un plan européen de lutte contre la maladie d'Alzheimer et les maladies neurodégénératives** en améliorant la prise en charge des personnes âgées atteintes (plus de 500.000 en France et plus de 6 millions en Europe) et en stimulant la recherche.

26 STIMULER LA CREATION CULTURELLE

Notre citoyenneté européenne, ébauchée par la libre circulation des individus et des biens ainsi que par la monnaie unique, vient de progresser vers plus de légitimité par la solidarité dans la crise, par la stabilité de l'outil économique que nous avons construit ensemble : il nous faut aujourd'hui la faire surgir de son cocon et seule une politique européenne de la culture et des arts nous en donnera les moyens.

En érigeant un «**Espace commun européen de la culture**», nous avons pour ambition de faire progresser la connaissance des autres, de promouvoir la diversité des langues, des génies nationaux, des disciplines artistiques, de faciliter les rencontres entre les artistes et entre les publics et les arts. Nous voulons également conjuguer la diversité de la création artistique et des industries culturelles avec l'usage croissant de l'internet en renforçant **la mise en œuvre du droit de propriété intellectuelle dans l'environnement numérique**.

■ **Ajuster le taux de TVA des biens culturels : disques, vidéos...** à celui des livres (5,5%).

■ **Créer en France une Université Européenne des Arts** pour accompagner le parcours européen des jeunes artistes, en favorisant la mobilité et les échanges.

■ **Bâtir une véritable industrie cinématographique et audiovisuelle européenne** en faisant avancer les dispositifs favorisant les coproductions et leurs financements, en favorisant la création de pôles techniques de haut niveau.

■ Mettre en valeur notre patrimoine commun par une **labellisation des monuments européens**, facteur d'identité, mais aussi source d'attractivité et de développement pour les territoires.

■ **Editer un manuel d'histoire européen** pour permettre aux jeunes générations de mieux s'approprier ce bagage collectif.

27 FAIRE DE L'EUROPE UNE REALITE POUR LES JEUNES GENERATIONS

Nous proposons d'agir pour que l'Union européenne mette en œuvre une politique européenne de la jeunesse en s'inspirant des politiques des Etats du Nord de l'Europe (aide à la formation et bourses d'études, aide à la mobilité, aide à l'accès aux soins, aide à l'accès aux sports, etc.) afin qu'à l'instar des jeunes Suédois et des jeunes Danois, tous les jeunes Européens puissent estimer que leur propre avenir est prometteur.

Une Europe qui croit dans sa jeunesse sera une Europe qui croit dans son avenir.

■ **Créer un Pass'Europe**, sous forme de chèques vacances pour les jeunes de 18 à 25 ans, offrant des réductions en matière de transport, de logement et proposant également un accès gratuit aux musées des capitales européennes.

■ **Elargir la base des programmes orientés vers la jeunesse**; notamment le service volontaire européen (SVE), qui ne bénéficient encore qu'à trop peu de jeunes Européens et ne répondent qu'imparfaitement à leurs besoins de découvrir les réalités d'autres parties de l'Europe, notre «**maison commune**». Nous proposons en particulier d'axer les missions sur l'action humanitaire, la protection de l'environnement ou la restauration du patrimoine.

28 HARMONISER LES CURSUS UNIVERSITAIRES ET DELIVRER DES DIPLOMES EUROPEENS

Nous proposons d'agir pour la formation, pour l'harmonisation des diplômes, la certification de qualité de la formation professionnelle, la validation des acquis d'expérience et la maîtrise des langues vivantes dont il faut renforcer la présence dans les universités européennes.

■ Mener à bien une **deuxième étape du «processus de Bologne»**⁶, après la réforme Licence-Master-Doctorat, pour la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur notamment en mettant en œuvre les outils européens nécessaires pour généraliser l'accès à la mobilité, **Erasmus pour les étudiants mais aussi pour les enseignants**, pendant tout parcours de formation.

■ Soutenir la **création de diplômes conjoints, bilingues, entre universités européennes**.

■ **Développer le trilinguisme** dans tous les systèmes éducatifs de l'Union.

⁶ *Bologne vise, entre autre, à faire converger les systèmes d'enseignement supérieur divergents d'ici à 2010 vers un système plus transparent basé sur trois cycles : Licence/Bachelor - Master - Doctorat.*

29 DESENCLAVER LA VILLE ET LES QUARTIERS

Nous proposons d'agir pour nos agglomérations et nos quartiers. Aujourd'hui, 72% des Européens vivent en milieu urbain et ce pourcentage devrait passer à 80-90% en 2020. Le désenclavement de nos banlieues doit être une priorité des politiques européennes de transport et de la ville.

■ Développer des transports urbains propres. L'Union européenne devra aussi investir dans les infrastructures permettant le **développement des voitures «vertes»**, à l'instar des réseaux de prises électriques.

■ Pour diffuser les meilleures pratiques au cœur de nos cités, nous demandons la mise en œuvre dans les années à venir **un plan d'action sur la mobilité urbaine**.

■ **Consolider des métropoles de dimension européenne**⁷ à l'exemple du projet du « Grand Paris ».

⁷ comme le préconise également le rapport d'Edouard Balladur, ancien Premier ministre.

30 FAVORISER DES ECHANGES GAGNANTS ENTRE EUROPEENS

Nous proposons de faire davantage bénéficier nos concitoyens de l'ouverture et de la mobilité européenne. Malgré des initiatives réussies pour encourager la mobilité comme Erasmus pour l'échange des étudiants, la mobilité des travailleurs n'a pas évolué depuis 30 ans. En cours comme en fin de carrière, l'Europe doit aussi **offrir une autre chance, une seconde vie, une nouvelle ouverture au monde**. Si un marché de l'emploi permettant la mobilité des travailleurs européen doit être un objectif, il doit pouvoir bénéficier aux Français en les aidant dans leurs recherches d'emploi, en faisant reconnaître leurs diplômes et les faisant bénéficier des mêmes droits sociaux à l'étranger.

■ **Proposer des programmes de mobilité à d'autres catégories;** apprentis, chercheurs, élus locaux, jeunes exclus du système scolaire, militaires, seniors...

■ **Faire progresser le droit de la famille pour adopter rapidement des règles harmonisées;** 350 000 mariages ont lieu chaque année entre bi-nationaux au sein de l'Union européenne: divorces ou règles de succession... les démarches de la vie privée ne doivent pas être un frein ni se heurter à de multiples obstacles.

